

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 743

15 MARS 1993. — Arrêté royal relatif aux procédures en matière de protection de la concurrence économique

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, notamment les articles 25, § 1^{er}, 27, § 3, et 33, § 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- la loi : la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique;
 - le Service : le Service de la concurrence visé à l'article 14 de la loi;
 - le Conseil : le Conseil de la concurrence institué par la loi;
 - l'entreprise : l'entreprise telle que définie à l'article 1^{er} de la loi;
- un jour : un jour civil, à moins que le présent arrêté n'en dispose autrement.

CHAPITRE II. — Procédure devant le Service

Art. 2. Pour l'application de l'article 24, § 3, de la loi, le Service convoque les entreprises ou associations d'entreprises intéressées en vue de leur permettre de présenter leurs observations, à la date qu'il fixe.

Art. 3. Les entreprises ou associations d'entreprises convoquées comparissent soit elles-mêmes, soit en la personne de leurs représentants légaux, statutaires ou spécialement mandatés à cet effet. Elles peuvent se faire assister par un conseil.

Art. 4. Au plus tard la veille de la comparution, les entreprises ou associations d'entreprises convoquées déposent, par écrit, en huit exemplaires, leurs observations au Service.

Art. 5. Le défaut de comparution des entreprises ou associations d'entreprises convoquées n'affecte pas la validité de la procédure.

Art. 6. § 1^{er}. Un procès-verbal, mentionnant le nom et la qualité des personnes présentes, est établi par le Service à l'issue de la comparution.

Les observations écrites des parties y sont annexées.

§ 2. A défaut de comparution des entreprises ou associations d'entreprises convoquées, ou de dépôt d'observations écrites, mention en est faite au procès-verbal.

§ 3. Une copie du procès-verbal et de ses annexes est jointe au rapport motivé adressé par le Service au Conseil en application de l'article 24, § 4, de la loi.

Art. 7. Les entreprises ou associations d'entreprises sont entendues séparément ou en présence d'autres entreprises ou associations d'entreprises convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises ou associations d'entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

CHAPITRE III. — Procédure devant le Conseil

Art. 8. Le Conseil est saisi par le dépôt du rapport effectué par le Service

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 743

15 MAART 1993. — Koninklijk besluit betreffende de procedures inzake bescherming van de economische mededinging

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, inzonderheid de artikelen 25, § 1, 27, § 3, en 33, § 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- de wet : de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging;
- de Dienst : de Dienst voor de Mededinging bedoeld bij artikel 14 van de wet;
- de Raad : de Raad voor de Mededinging ingesteld door de wet;
- de onderneming : de onderneming zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet;
- een dag : een kalenderdag tenzij in dit besluit anders is bepaald.

HOOFDSTUK II. — Procedure voor de Dienst

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 24, § 3, van de wet, roept de Dienst de betrokken ondernemingen of ondernemingsverenigingen op om hen de kans te geven hun opmerkingen te maken, op de datum die hij vaststelt.

Art. 3. De opgeroepen ondernemingen of ondernemingsverenigingen verschijnen ofwel zelf, ofwel in de persoon van hun wettelijke, statutaire of daartoe gevolmachtigde vertegenwoordigers. Zij kunnen zich laten bijstaan door een raadsman.

Art. 4. Uiterlijk de dag voorafgaand aan die van de verschijning, dienen de opgeroepen ondernemingen of ondernemingsverenigingen hun opmerkingen schriftelijk en in achtvoud bij de Dienst in.

Art. 5. Het niet-verschijnen van de opgeroepen ondernemingen of ondernemingsverenigingen doet geen afbreuk aan de geldigheid van de procedure.

Art. 6. § 1. Na de verschijning wordt door de Dienst een proces-verbaal opgemaakt waarin de naam en de hoedanigheid van de aanwezige personen worden vermeld.

De schriftelijke opmerkingen van de partijen worden erbij gevoegd.

§ 2. Indien de opgeroepen ondernemingen of ondernemingsverenigingen niet verschijnen of indien zij geen schriftelijke opmerkingen indienen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal.

§ 3. Een kopie van het proces-verbaal en van de bijlagen wordt gevoegd bij het met redenen omklede verslag dat door de Dienst aan de Raad wordt toegezonden, overeenkomstig artikel 24, § 4, van de wet.

Art. 7. De ondernemingen of ondernemingsverenigingen worden afzonderlijk of in aanwezigheid van andere opgeroepen ondernemingen of ondernemingsverenigingen gehoord. In dit laatste geval wordt rekening gehouden met het wettig belang van de ondernemingen of ondernemingsverenigingen, opdat hun zaken geheimen niet zouden worden verspreid.

HOOFDSTUK III. — Procedure voor de Raad

Art. 8. De zaak wordt bij de Raad aanhangig gemaakt door het neerleggen van het verslag opgemaakt door de Dienst.

Art. 9. § 1^{er}. Si les entreprises ou associations d'entreprises dont l'activité ou la concentration a fait l'objet de l'instruction, veulent présenter un mémoire en réponse au rapport du Service, elles le déposent au plus tard quinze jours avant la date de l'audience devant le Conseil.

Ce délai est réduit à deux jours ouvrables s'il a trait à la procédure visée à l'article 33, § 2, de la loi, relative à une concentration notifiée conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi.

§ 2. Dans ce mémoire, les entreprises ou associations d'entreprises intéressées peuvent exposer tous les moyens et faits utiles à leur défense et joindre tous les documents utiles pour établir les faits invoqués. Elles peuvent également proposer que le Conseil entende des personnes susceptibles de confirmer les faits invoqués.

Art. 10. Pour être entendues en application de l'article 27, § 2, de la loi, le plaignant et les personnes physiques ou morales qui estiment justifier d'un intérêt suffisant adressent leur demande au secrétaire du Conseil une semaine au moins avant la date fixée pour l'audience et indiquent leur nom, qualité, et s'il échet, la justification de leur intérêt.

Art. 11. Le Conseil, ou le membre qu'il habilite à cette fin, se prononce sur la recevabilité des demandes d'audition des personnes physiques ou morales estimant justifier d'un intérêt suffisant, au plus tard trois jours ouvrables avant l'audience.

Art. 12. Au plus tard la veille de l'audience, les personnes visées à l'article 10 du présent arrêté dont la demande d'audition est recevable déposent leurs observations écrites auprès du secrétaire du Conseil.

Art. 13. § 1^{er}. Le Conseil convoque les personnes à entendre pour la date de l'audience.

§ 2. Les personnes à entendre comparaissent conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

Art. 14. Les mémoires ou les observations écrites des entreprises ou associations d'entreprises intéressées ou des personnes dont la demande d'audition a été jugée recevable sont adressés au secrétaire du Conseil en huit exemplaires. En cas de nécessité, les intéressés sont invités à produire des copies supplémentaires.

Art. 15. L'audience n'est pas publique. Les personnes physiques ou morales sont entendues séparément ou en présence d'autres personnes convoquées. Dans ce dernier cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises ou associations d'entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Art. 16. Si, conformément à l'article 33, § 2.2, c), de la loi, le Conseil a décidé d'engager la procédure, cette décision est publiée au *Moniteur belge* et notifiée par le secrétaire du Conseil aux entreprises dont la concentration a fait l'objet de l'instruction.

Cette notification mentionne que la décision est susceptible de recours auprès de la Cour d'appel de Bruxelles dans un délai de trente jours à compter de sa date de publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — Procédures devant le président du Conseil

Art. 17. § 1^{er}. La demande de mesures provisoires prévue à l'article 35, § 1^{er}, de la loi, peut être présentée à tout moment de la procédure et doit être motivée.

Elle est adressée au secrétaire du Conseil qui en avise sans délai le Service et les entreprises ou associations d'entreprises à l'encontre desquelles des mesures provisoires sont sollicitées.

§ 2. Le secrétaire du Conseil délivre aux intéressés, par simple envoi postal ou toute autre voie, un accusé de réception de la demande.

Art. 18. § 1^{er}. Dès que le rapport du Service est soumis au président du Conseil conformément à l'article 35, § 1^{er}, de la loi, ce dernier avise les parties qu'elles peuvent consulter le rapport auprès du secrétaire du Conseil et fixe la date à laquelle elles peuvent être entendues.

Le président du Conseil veille au respect de la confidentialité des éléments contenus dans le rapport.

Les parties sont tenues de confirmer par retour de courrier leur présence à cette audience.

§ 2. Les parties comparaissent conformément aux dispositions de l'article 3.

Art. 9. § 1. Indien de ondernemingen of ondernemingsverenigingen op wier activiteit of concentratie het onderzoek betrekking had, een memorie van antwoord op het verslag van de Dienst willen indienen, leggen zij deze neer ten laatste vijftien dagen voor de datum van de zitting voor de Raad.

Deze termijn wordt beperkt tot twee werkdagen indien het gaat om de procedure, bedoeld bij artikel 33, § 2, van de wet, betreffende een concentratie aangemeld overeenkomstig artikel 12, § 1, van de wet.

§ 2. In deze memorie kunnen de betrokken ondernemingen of ondernemingsverenigingen alle voor hun verweer nuttige middelen en feiten uiteenzetten en alle nuttige documenten bijvoegen tot bewijs van de aangevoerde feiten. Zij kunnen eveneens voorstellen dat de Raad de personen hoort die de ingeroepen feiten kunnen bevestigen.

Art. 10. Om te worden gehoord overeenkomstig artikel 27, § 2, van de wet, moeten de klager en de natuurlijke of rechtspersonen die menen blijk te geven van een voldoende belang, hun verzoek ten minste een week vóór de zittingsdatum aan de secretaris van de Raad richten, met vermelding van hun naam, hoedanigheid, en desgevallend de rechtvaardiging van hun belang.

Art. 11. De Raad, of het lid dat daartoe door hem wordt gemachtigd, spreekt zich uit over de ontvankelijkheid van de vragen om gehoord te worden van de natuurlijke en de rechtspersonen die menen blijk te geven van een voldoende belang, ten laatste drie werkdagen voor de zitting.

Art. 12. Uiterlijk de dag voorafgaand aan die van de zitting leggen de bij artikel 10 van dit besluit bedoelde personen wier vraag om gehoord te worden ontvankelijk is, hun schriftelijke opmerkingen neer bij de secretaris van de Raad.

Art. 13. § 1. De Raad roept de te horen personen op voor de datum van de zitting.

§ 2. De te horen personen verschijnen zoals in artikel 3 is bepaald.

Art. 14. De memories of schriftelijke opmerkingen van de betrokken ondernemingen of ondernemingsverenigingen of personen wier vraag om gehoord te worden ontvankelijk werd geoordeeld, worden in achtvoud aan de secretaris van de Raad gericht. Indien noodzakelijk, worden de betrokkenen verzocht bijkomende kopieën te verstrekken.

Art. 15. De zitting is niet openbaar. De natuurlijke of rechtspersonen worden afzonderlijk of in aanwezigheid van andere opgeroepen personen gehoord. In dit laatste geval wordt rekening gehouden met het wettig belang van de ondernemingen of ondernemingsverenigingen, opdat hun zakengeheimen niet zouden worden verspreid.

Art. 16. Indien de Raad, overeenkomstig artikel 33, § 2.2, c), van de wet, beslist heeft om de procedure te beginnen, wordt deze beslissing in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en wordt zij door de secretaris van de Raad ter kennis gebracht van de ondernemingen op wier concentratie het onderzoek betrekking had.

Deze kennisgeving vermeldt dat de beslissing voor hoger beroep vatbaar is bij het Hof van Beroep te Brussel binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — Procedures voor de voorzitter van de Raad

Art. 17. § 1. Het verzoek om voorlopige maatregelen omschreven in artikel 35, § 1, van de wet, kan op elk ogenblik van de procedure worden ingediend en moet worden gemotiveerd.

Het wordt gericht aan de secretaris van de Raad, die onverwijld de Dienst en de ondernemingen of ondernemingsverenigingen waartegen voorlopige maatregelen werden gevraagd, hiervan op de hoogte brengt.

§ 2. De secretaris van de Raad verstrekt de betrokkenen, via de post of op iedere andere wijze, een ontvangstbewijs van het verzoek.

Art. 18. § 1. Zodra het verslag van de Dienst aan de voorzitter van de Raad is voorgelegd overeenkomstig artikel 35, § 1, van de wet, verwittigt deze laatste de partijen, dat zij het verslag bij de secretaris van de Raad kunnen inzien, en legt de datum vast waarop zij kunnen worden gehoord.

De voorzitter van de Raad waakt over de bescherming van de vertrouwelijkheid van de elementen vervat in het verslag.

De partijen dienen hun aanwezigheid op deze zitting per kerende post te bevestigen.

§ 2. De partijen verschijnen zoals in artikel 3 is bepaald.

Art. 19. L'audience a lieu conformément aux dispositions de l'article 15.

Art. 20. § 1^{er}. En cas d'application de l'article 23, § 2.3, de la loi, combiné avec l'article 40 de ladite loi, le président du Conseil fixe la date à laquelle les entreprises ou associations d'entreprises pourront être entendues.

Si elles souhaitent être entendues, les entreprises ou associations d'entreprises sont tenues de confirmer par retour de courrier leur présence à cette audience.

§ 2. Les entreprises ou associations d'entreprises comparaissent conformément aux dispositions de l'article 3.

CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux délais en matière de concentrations

Art. 21. § 1^{er}. Le délai visé à l'article 33, § 2.3, de la loi, commence à courir à partir du lendemain du jour de la réception de la notification ou, si les renseignements à fournir lors de la notification sont incomplets, à partir du lendemain du jour de la réception des renseignements complets.

§ 2. Le délai visé à l'article 33, § 3, de la loi, commence à courir à la date de la décision d'engagement de la procédure.

§ 3. Si le premier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un des jours désignés à l'article 23 du présent arrêté, le délai commence à courir le jour ouvrable suivant.

Art. 22. § 1^{er}. Si le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un des jours désignés à l'article 23 du présent arrêté, le délai prend fin à l'expiration du jour ouvrable suivant.

§ 2. Le délai visé à l'article 33, § 2.3, de la loi, prend fin à l'expiration du jour du mois suivant le mois de départ du délai, jour qui porte le même chiffre que le jour de départ. Si ce jour fait défaut dans le mois en question, le délai prend fin à l'expiration du dernier jour du mois.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 s'appliquent dans les conditions déterminées par les dispositions de l'article 23 du présent arrêté.

Art. 23. § 1^{er}. Si des jours visés au § 2 du présent article tombent dans les délais visés à l'article 33 de la loi, ces délais sont prorogés d'un nombre correspondant de jours.

§ 2. Les jours visés au § 1^{er} sont les jours désignés ci-après :

- le 1^{er} janvier;
- le premier jour ouvrable de l'année;
- le lundi de Pâques;
- le 1^{er} mai;
- l'Ascension;
- le lundi de Pentecôte;
- le 21 juillet;
- le 22 juillet;
- le 15 août;
- le 1^{er} novembre;
- le 2 novembre;
- le 11 novembre;
- le 15 novembre;
- du 25 décembre au 31 décembre;

les jours de fermeture fixés par le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions ou par le Ministre des Affaires économiques.

Art. 24. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 23, § 2.3, de la loi, les délais visés à l'article 33, §§ 2 et 3, de la loi, sont également suspendus lorsque le Service ou le Conseil estime que la traduction de pièces du dossier s'avère nécessaire.

§ 2. La suspension du délai commence le jour suivant celui de la survenance de la cause de la suspension. La suspension prend fin à l'expiration du jour de la disparition de la cause de la suspension, sous réserve de l'article 23, § 2.3, de la loi. Si ce jour est un samedi, un dimanche ou un des jours désignés à l'article 23 du présent arrêté, la suspension prend fin à l'expiration du jour ouvrable suivant.

Art. 25. Les délais visés à l'article 33, §§ 2 et 3, de la loi, sont respectés lorsque le Conseil a pris sa décision avant l'expiration du délai.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 26. § 1^{er}. A moins qu'il n'en soit disposé autrement, l'envoi de pièces et la convocation devant le Service, le Conseil ou le président du Conseil, sont adressés à leur destinataire par l'une des voies suivantes :

- a) remise par porteur contre reçu;

Art. 19. De zitting vindt plaats zoals in artikel 15 is bepaald.

Art. 20. § 1. In geval van toepassing van artikel 23, § 2.3, van de wet, *juncto* artikel 40, van deze wet, bepaalt de voorzitter van de Raad de datum waarop de ondernemingen of ondernemingsverenigingen kunnen worden gehoord.

Indien zij gehoord willen worden, dienen de ondernemingen of ondernemingsverenigingen hun aanwezigheid op deze zitting per kerende post te bevestigen.

§ 2. De ondernemingen of ondernemingsverenigingen verschijnen zoals in artikel 3 is bepaald.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen inzake de termijnen op het gebied van de concentraties

Art. 21. § 1. De termijn bedoeld bij artikel 33, § 2.3, van de wet, begint te lopen vanaf de dag volgend op de dag van de ontvangst van de aanmelding of, wanneer de inlichtingen die bij de aanmelding moeten worden verstrekt onvolledig zijn, vanaf de dag volgend op de dag van de ontvangst van de volledige inlichtingen.

§ 2. De bij artikel 33, § 3, van de wet bedoelde termijn begint te lopen vanaf de datum waarop er beslist werd een procedure te beginnen.

§ 3. Indien de eerste dag van een termijn een zaterdag, een zondag of een van de dagen vermeld in artikel 23 van dit besluit is, dan begint de termijn te lopen vanaf de eerstvolgende werkdag.

Art. 22. § 1. Indien de laatste dag van een termijn een zaterdag, een zondag of een van de dagen vermeld in artikel 23 van dit besluit is, dan eindigt de termijn bij het verstrijken van de eerstvolgende werkdag.

§ 2. De bij artikel 33, § 2.3, van de wet bedoelde termijn loopt af bij het verstrijken van de dag die in de maand volgend op de maand waarin de termijn is ingegaan, dezelfde cijferaanduiding heeft als de dag waarop de termijn is ingegaan. Indien deze dag ontbreekt in de betreffende maand, eindigt de termijn bij het verstrijken van de laatste dag van de maand.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn van toepassing volgens de in de bepalingen van artikel 23 van dit besluit gestelde voorwaarden.

Art. 23. § 1. Indien de bij § 2 van dit artikel bedoelde dagen binnen de bij artikel 33 van de wet bedoelde termijnen vallen, worden deze termijnen met eenzelfde aantal dagen verlengd.

§ 2. De bij § 1 bedoelde dagen zijn de hiernavolgende dagen :

- 1 januari;
- de eerste werkdag van het jaar;
- Paasmaandag;
- 1 mei;
- Hemelvaartsdag;
- Pinkstermaandag;
- 21 juli;
- 22 juli;
- 15 augustus;
- 1 november;
- 2 november;
- 11 november;
- 15 november;
- van 25 december tot 31 december;

evenals de sluitingsdagen vastgesteld door de Minister die bevoegd is voor het openbaar ambt of door de Minister van Economische Zaken.

Art. 24. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 23, § 2.3, van de wet, worden de in artikel 33, §§ 2 en 3, van de wet bedoelde termijnen eveneens geschorst wanneer de Dienst of de Raad de vertaling van stukken uit het dossier noodzakelijk acht.

§ 2. De schorsing van de termijn begint de dag volgend op de dag waarop de oorzaak van de schorsing plaatsvond. De schorsing eindigt bij het verstrijken van de dag waarop de oorzaak van de schorsing verdwijnt, onder voorbehoud van artikel 23, § 2.3, van de wet. Is die dag een zaterdag, een zondag of een van de in artikel 23 van dit besluit vermelde dagen, dan eindigt de schorsing bij het verstrijken van de eerstvolgende werkdag.

Art. 25. De bij artikel 33, §§ 2 en 3, van de wet bedoelde termijnen zijn nageleefd wanneer de Raad zijn beslissing heeft genomen vóór het verstrijken van de termijn.

HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

Art. 26. § 1. Tenzij anders is bepaald, geschieden de toezending van stukken en de oproeping van de Dienst, de Raad of de voorzitter van de Raad op een van de hiernavolgende wijzen :

- a) afgifte per drager tegen ontvangstbewijs;

- b) lettre recommandée avec accusé de réception;
c) télécopie avec demande d'accusé de réception.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article s'applique également aux communication de pièces faites au Service, au Conseil ou au président du Conseil.

§ 3. En cas d'envoi par télécopie, la pièce est présumée être parvenue à son destinataire le jour de son expédition.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi.

Art. 28. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

- b) aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging;
c) telefax met verzoek om ontvangstbevestiging.

§ 2. § 1 van dit artikel is ook van toepassing op de toezending van stukken aan de Dienst, de Raad of de voorzitter van de Raad.

§ 3. In geval van verzending per telefax wordt het verzonden stuk geacht op de dag van de verzending te zijn toegekomen bij de geadresseerde.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking de dag waarop de wet in werking treedt.

Art. 28. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET

F. 93 — 744

15 MARS 1993. — Arrêté royal portant exécution, en matière d'ententes et de concentrations, de l'article 86 du Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 18 avril 1951 instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, approuvé par la loi du 25 juin 1952, notamment les articles 65, 66 et 86;

Vu la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, notamment l'article 49;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les missions de contrôle en matière d'ententes et de concentrations et la qualité des agents de la Commission des Communautés européennes chargés de celles-ci, visées à l'article 86 du Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, sont notifiées au Service de la concurrence de l'Administration du Commerce du Ministère des Affaires économiques.

Art. 2. Dans l'accomplissement de leur mission de contrôle relative aux ententes et concentrations visées aux articles 65 et 66 du Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, les agents de la Commission des Communautés européennes sont assistés, conformément aux dispositions de l'article 86 dudit Traité, par les agents du Service de la concurrence.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

N. 93 — 744

15 MAART 1993. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 86 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal met betrekking tot afspraken en concentraties

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 18 april 1951 tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, goedgekeurd bij wet van 25 juni 1952, inzonderheid op de artikelen 65, 66 en 86;

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De controletaken inzake afspraken en concentraties en de hoedanigheid van de met de controlewerkzaamheden belaste functionarissen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, bepaald in artikel 86 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, worden officieel ter kennis gebracht aan de Dienst voor de Mededinging van de Administratie van de Handel van het Ministerie van Economische Zaken

Art. 2. De bijstand bij het verrichten van de controlewerkzaamheden betreffende afspraken en concentraties bedoeld bij de artikelen 65 en 66 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal waarop de functionarissen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen een beroep kunnen doen overeenkomstig artikel 86 van dit Verdrag, wordt verleend door de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging in werking treedt.

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET